

## 159 organisations européennes appellent à un arrêt du génocide à Gaza

### Description

Par la Coordination des Associations Européennes pour la Palestine (ECCP), le 12 mars 2024



159 organisations de la société civile et syndicats européens ont envoyé une lettre urgente aux fonctionnaires de l'UE et aux décideurs européens pour leur faire part de l'urgence d'agir conformément à l'arrêt de la CIJ afin de remplir leurs obligations en tant qu'états tiers et d'arrêter le génocide à Gaza.

Présidente Ursula von der Leyen

Vice-président exécutif Valdis Dombrovskis

Commission européenne

Monsieur Charles Michel

Président du Conseil européen

Mme Roberta Metsola

Présidente du Parlement européen

Premier ministre Alexander De Croo

Présidence du Conseil de l'Union européenne

M. Josep Borrell

Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Premiers ministres de tous les états membres de l'UE

M. Rishi Sunak

Premier ministre du Royaume-Uni

M. Jonas Gahr Støre

Premier ministre de la Norvège,

Madame, Monsieur,

Les organisations soussignées appellent l'UE et tous les pays européens à prendre des mesures immédiates pour mettre fin à l'invasion terrestre imminente de Rafah et forcer Israël à cesser tous ses actes de génocide par tous les moyens. Il n'y aura pas d'autre possibilité.

Les Nations Unies et les organisations de défense des droits de l'homme mettent en garde contre une catastrophe irréversible à la suite d'une invasion terrestre de Rafah, où 1,4 million de Palestiniens déplacés sont entassés dans des abris improvisés sans aucun moyen de s'échapper. L'Égypte et la communauté humanitaire seront confrontées à un dilemme inacceptable : assister au nettoyage ethnique de Gaza pour sauver des vies ou laisser le meurtre de masse s'achever. C'est la dernière chance pour la communauté internationale d'agir. Sans un acte décisif de la part de la communauté internationale, l'anéantissement de Gaza sera achevé.

Plus de 155 jours après le début de la guerre contre l'ensemble de la population de Gaza, l'incapacité morale de la communauté internationale à imposer un cessez-le-feu immédiat a contribué à cette « crise de l'humanité » sans précédent. Ce qui se passe à Gaza défie toute humanité. Nous vous avons demandé de prendre des mesures pour empêcher cette catastrophe de se produire. Le secrétaire général des Nations Unies, les experts de l'ONU, les organisations de défense des droits de l'homme et des millions de citoyens du monde entier réclament d'une seule voix un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel et un accès illimité de l'aide humanitaire à Gaza.

Nous avons noté que 26 États membres de l'UE ont appelé à une « pause humanitaire immédiate », ce qui constitue une avancée en contournant la restriction consensuelle, mais qui est loin d'être un cessez-le-feu durable nécessaire de toute urgence. Nous réitérons [l'appel récent](#) du Parlement européen en faveur d'un « cessez-le-feu immédiat et permanent ».

Pourtant, l'histoire nous apprend qu'un tel appel sans aucune mesure exécutoire ne conduira pas le gouvernement israélien à s'y conformer. Nous vous demandons de ne pas répéter l'erreur passée de reproches vides de sens alors que le gouvernement israélien continue à poursuivre des faits accomplis. Ils n'ont servi qu'à donner du temps à Israël pour continuer à étendre les colonies illégales, à exproprier les terres et les ressources palestiniennes, à détruire des vies, des propriétés et des communautés, et à consolider son occupation par des lois et des pratiques oppressives et discriminatoires. Tous ces actes constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Votre inaction a laissé tomber le peuple palestinien au cours des 57 dernières années et a été complice du génocide potentiel des 155 derniers jours. Entre-temps, la Palestine s'est désintégrée en petits bantoustans déconnectés, sans grand espoir d'un État viable. La punition collective imposée à Gaza au cours des 17 dernières années s'est transformée en une véritable machine génocidaire qui est sur le point d'atteindre son objectif final. Il n'y a pas de temps à perdre pour les mêmes tentatives infructueuses. Chaque jour qui passe coûte des vies.

La déclaration du gouvernement israélien d'attendre son opération militaire à Rafah fait suite à l'arrêt de la Cour internationale de justice (CIJ) en réponse à la requête de l'Afrique du Sud accusant Israël d'avoir commis un génocide. La Cour a confirmé qu'au moins certaines des allégations de l'Afrique du Sud étaient plausibles et a ordonné à Israël d'autoriser un accès humanitaire sans entrave et de mettre fin à tous les actes de génocide. 45 jours après cette décision provisoire, il est clair qu'Israël a ignoré de manière flagrante les ordres de la plus haute juridiction du monde. Le meurtre et la mutilation aveugles de civils, la destruction massive d'infrastructures civiles, notamment d'hôpitaux et d'installations sanitaires, et le ciblage de médecins et de journalistes n'ont jamais cessé depuis l'arrêt de la CIJ. L'accès humanitaire a été encore plus sévèrement restreint qu'avant cet arrêt. La quasi-totalité des hôpitaux ayant été détruits ou rendus dysfonctionnels, la population est confrontée à une mort évitable en raison de l'absence de traitement médical. La famine et les épidémies ont déjà commencé à faire des victimes. En l'absence d'une intervention urgente, on s'attend à ce que le nombre de morts soit encore plus élevé.

À mesure que la défiance du gouvernement israélien à l'égard de l'arrêt de la CIJ devient plus évidente, la responsabilité des États tiers de forcer Israël à se conformer devient plus impérieuse. En cas de violations graves du droit international, telles que le génocide, les États tiers ont des responsabilités à la fois passives et actives : « ne pas assister » et « prévenir » activement la commission de tels crimes internationaux. La communauté internationale doit s'acquitter de ces obligations par tous les moyens disponibles. Tout d'abord, toutes les activités qui aident directement à la commission d'un génocide en cours doivent cesser. Toute assistance militaire et toute vente d'armes à Israël doivent être interdites.

Les experts des Nations Unies ont salué l'annonce de la suspension des transferts d'armes vers Israël par l'Espagne, l'Italie et le gouvernement régional wallon de Belgique. La cour d'appel de La Haye a ordonné au gouvernement néerlandais de mettre fin à l'exportation de pièces détachées d'avions de chasse F-35 vers Israël en invoquant le risque évident qu'elles soient utilisées pour commettre de graves violations des droits de l'homme, faisant ainsi clairement choix à la CIJ. Alors que nous attendons la mise en œuvre de ces décisions sans délai, nous demandons à tous les gouvernements européens d'imposer un embargo complet sur les armes avec effet immédiat. Comme l'a déclaré le HRVP Josep Borrel lui-même, il est illogique de continuer à fournir des armes tout en exprimant des inquiétudes quant à la mort excessive de civils à Gaza. Les pays tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Canada et la France qui continuent à fournir des armes à Israël permettent ce dernier de poursuivre ses violations des droits de l'homme et courent le risque d'être complices d'un génocide.

Afin de respecter les mesures provisoires de la CIJ visant à garantir l'accès humanitaire, tous les États doivent soutenir et protéger la communauté humanitaire. Presque immédiatement après l'arrêt provisoire de la CIJ, Israël a formulé des allégations selon lesquelles 12 employés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) étaient impliqués dans l'attaque du Hamas le 7 octobre de l'année dernière. Plusieurs États, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Autriche, la Finlande, les Pays-Bas et la Suède, se sont empressés de suspendre leur financement à l'UNRWA, bien que l'agence ait rapidement licencié les personnes accusées et ouvert une enquête interne, même si Israël n'a fourni aucune preuve jusqu'à présent.

L''action exceptionnellement rapide de ces États contre l'UNRWA sur la base d'une allégation non prouvée, qui ne concerne que moins de 0,1 % de l'ensemble des employés de l'UNRWA, est vraiment étonnante. La communauté humanitaire, y compris la nouvelle coordinatrice des Nations Unies pour l'aide humanitaire et la reconstruction à Gaza, Sigrid Kaag, a réagi en faisant valoir que le rôle de l'UNRWA dans la fourniture de l'aide humanitaire est absolument essentiel et irremplaçable. Cette norme inconvenue compromettra gravement la capacité de l'UNRWA à fournir une assistance humanitaire essentielle aux réfugiés palestiniens en cette période la plus critique de l'histoire récente. L'UNRWA est la seule ligne de vie pour des millions de Palestiniens, encore plus dans les circonstances actuelles à Gaza. La suppression du financement de l'UNRWA est une violation flagrante des mesures provisoires de la CIJ et une insulte inacceptable à l'organisation humanitaire héroïque qui opère dans des conditions extrêmement difficiles. Les organisations de la société civile de ces pays ont appelé à revenir sur cette décision irresponsable. Nous remercions quelques pays européens, à savoir la Belgique, l'Irlande, l'Espagne et la Norvège, [d'avoir exprimé leur soutien continu à l'UNRWA](#). Nous saluons également la décision de l'UE de continuer à financer l'UNRWA, reflétant la déclaration suivante du HRVP Josep Borrell : « *La suppression du financement de l'UNRWA serait à la fois disproportionnée et dangereuse.* ». Nous soutenons notre appel à ces pays imprudents qui ont retiré leur soutien à l'UNRWA pour qu'ils reviennent sur leur décision et agissent conformément aux obligations découlant de l'arrêt de la CIJ. Ces pays risquent tous d'être accusés d'assistance au génocide, comme illustre la plainte déposée contre l'Allemagne devant la CIJ.

Il est enfin temps pour l'Europe d'exercer l'influence la plus forte possible en tant que premier partenaire commercial d'Israël, représentant près de 30 % du commerce israélien de marchandises. Nous saluons la récente demande de l'Espagne et de l'Irlande d'examiner la conduite d'Israël en matière de droits de l'homme, comme le stipule l'article 2 de l'accord d'association UE-Israël. De nombreux signataires de cette lettre ont exigé à maintes reprises la suspension immédiate de cet accord. Les violations colossales des droits de l'homme commises par Israël ont été documentées par les Nations Unies, les experts de l'ONU et les organisations de défense des droits de l'homme pendant des décennies et elles sont maintenant exposées dans une salle d'audience, puisque la CIJ tient une nouvelle audience sur les conséquences juridiques de l'occupation par Israël du territoire palestinien à la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies. Tout comme l'audience précédente au cours de laquelle Israël a été accusé de crime de génocide, ces éléments de preuve présentés ne nécessitent aucune recherche supplémentaire. Nous demandons à tous les pays européens de prendre l'urgence des mesures économiques, politiques et diplomatiques similaires sur la base de leurs propres accords bilatéraux avec Israël.

La suspension de l'accord d'association UE-Israël et des mesures commerciales similaires prises par les principaux pays européens, complétées par un embargo total et coordonné sur les armes, sont le seul moyen d'arrêter le génocide en cours à Gaza.

Il est temps de mettre en œuvre les principes moraux de l'Europe et de montrer que son engagement en faveur des droits de l'homme est sincère.

Ne pas agir maintenant signifie l'abandon total du peuple palestinien ainsi que de l'ensemble du système de droit international, avec l'ONU en son centre, avec des conséquences mondiales

très dangereuses. Cela pourrait même entraîner une complicité de génocide. La charte des Nations Unies et les diverses conventions sont fondées sur l'engagement sacré de « plus jamais ça », pour sauver l'humanité des fléaux de la guerre et de la destruction gratuite. Vous avez le devoir moral de préserver cet esprit.

## **Signataires :**

### **EUROPE**

Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine (ECCP),  
Réseau syndical européen pour la justice en Palestine,

### **AUTRICHE**

Société pour les relations austro-arabes, Vienne  
Women in Black Vienne  
Not in Our Name Vienne  
Palestine Solidarity Austria (Solidarité avec la Palestine)  
One State Embassy Art Collective, Vienne  
Plate-forme pour la paix en Styrie  
Initiative palestinienne au Tyrol  
Solidarité Palestine Styrie

### **BELGIQUE**

Pax Christi International,  
Pax Christi Flandres,  
Union des Progressistes Juifs de Belgique UPJB,  
Entraide&Fraternité,  
Viva Salud,  
Soutien Belge Overseas, (Belgian Support Overseas),  
Palestina Solidariteit (Solidarité avec la Palestine),  
Vrede vzw (La paix maintenant),  
Universitaires et artistes belges pour la Palestine (BA4P)

### **FINLANDE**

Vasemmisto-opiskelijat / Étudiants de gauche de Finlande,  
Amis de la Terre,  
Comité finlandais pour la paix â?? Suomen Rauhanpuolustajat,  
Sumud â?? Réseau finlandais pour la Palestine,  
Comité israélien contre les démolitions de maisons â?? Finlande,  
Nahlieli â?? Juifs pour la justice en Palestine,  
Société d'amitié finno-arabe,  
Psychologues pour la responsabilité sociale,  
Union pour la paix de Finlande,  
PAND,  
Tekniikka elämänsä palvelemaan â?? Tekninen i livets tjänst r.y. (Technologie pour la vie),

Naiset Rauhan Puolesta/Femmes pour la paix,  
Naiset Atomivoimaa Vastaan/Femmes contre lâ??Ã©nergie nuclÃ©aire,  
Global Social Work ngo,  
Fem-R,  
La Ligue de non-agression,

## FRANCE

Pax Christi,  
Association France Palestine SolidaritÃ© (AFPS),  
Plateforme des ong FranÃ§aises pour la Palestine,  
ChrÃ©tiens de la MÃ©diterranÃ©e,  
CEDETIM,  
DÃ©lÃ©guÃ© GÃ©nÃ©ral,  
Alfonso Zardi,  
BDS France Campagne,

## ALLEMAGNE

Kairos Europa,  
Kommunistische-Organisation.de,  
Pax Christi,  
Pax christi Erding Dorfen,  
Pax christi Dioezesanverband Rottenburg-Stuttgart  
Conseil de la paix,  
Evangelische Kirche,  
Kairos PalÃ©stina SolidaritÃ©tsnetz (KPS),  
ComitÃ© israÃ©lien contre les dÃ©molitions de maisons â?? Allemagne,  
Groupe de dialogue juif-palestinien de Munich,  
Amis de Sabeel,  
Ã©tudiants pour la Palestine Bonn,  
IPPNW ,  
SPD,  
DPG,  
Solidrische Kirche im Rheinland,  
Lâ??alliance europÃ©enne pour la dÃ©fense des dÃ©tenus palestiniens,  
Ulmer Weltladen,  
Deutsch-PalÃ©stinensische Gesellschaft e.V.,  
Association de partenariat Bonn-Ramallah e.V.,  
Association des femmes palestiniennes allemandes e.V. ,  
Initiative palestinienne de la rÃ©gion de Hanovre,  
Forum pour la paix de BrÃ©me,  
Conseil allemand pour la paix,  
Ami de BethlÃ©em Ã© Cologne,  
Femmes en noir Munich,  
Friedenstreff RÃ¼sselsheim et ses environs,  
Alliance pour la justice entre IsraÃ©liens et Palestiniens,

Communauté palestinienne de Coblenz et des environs e.V.,  
International Munich Peace Conference,  
RDS,  
Nirit.de,  
Naqba,  
BIP,  
Syndicat ver.di,  
Bündnis für Gerechtigkeit zwischen Israelis und Palästinensern. u. Pal. e.  
V. (Alliance pour la justice entre les Israéliens et les Palestiniens),  
Groupe Femmes osent la paix,  
Fondation pour la paix en Palestine-Rachel Corrie,  
Enfants réfugiés au Liban e.V.,  
Groupe de travail anti-guerre Aufstehen Bonn,  
La Palestine parle,  
Courage civil Kamen,  
Courage civil pour Kamen,  
Courage civil,  
Groupe de travail des scientifiques de Marburg pour la recherche sur la paix et le désarmement,  
Enfants réfugiés au Liban e.V.,  
AK Palästina, Tübingen,  
UJFP/BIP e.V./D-A-G,  
Forum de Durlach,  
Alliance pour la justice entre Israéliens et Palestiniens e. V.,  
Free Palestine Saarbrücken,  
Forum Palestine Proche-Orient,  
Salam Shalom Arbeitskreis Palästina-Israel e.V.,  
Marburger Bund,  
Al Salam eV,  
Hannefriedel Meyer-Faude,  
Aufstehen-Steinlach-Wiesaz,  
Forum pour la paix du district d'Unna,  
Attac Hagen,  
Initiative de Bielefeld pour le Proche-Orient,  
Groupe Proche-Orient Mannheim,  
Famille ,  
Conseil & Coaching,  
Palestine e.V.,  
Solidarité International e.V.,  
O:hm,  
Bündner für Bündner,  
IHV Bonn,  
Palestinian Community Germany e.V.,  
Union for palestinian communities,institutions and events in Europe,  
Attack à Dresde,  
Dfg-vk,  
Enfants réfugiés au Liban e.V.,

Association pour le bien-Être des travailleurs de Kamen,  
PalæstinaForum Nahost Frankfurt,  
Mouvement de rassemblement Â« Aufstehen Â»,

## ITALIE

DÃ©fense des Enfants International Italie,  
CULTURE EST LIBRE, une campagne pour la Palestine,  
Tribunal permanent des peuples â?? SecrÃ©tariat gÃ©nÃ©ral,  
BDS Turin,  
ODV SALAAM RAGAZZI DELLâ?? OLIVO TRIESTE,  
Assopacepalestina Florence,  
Evang. Pfarrer,  
Association nationale Assopacepalestina,  
Association des gazelles,  
Lilliput,  
RÃ©seau romain de solidaritÃ© avec le peuple palestinien,  
Comitato Â« Fermiamo la guerra Â» â?? Florence,  
women in black bari,  
AWMR Italie Femmes de la rÃ©gion mÃ©diterranÃ©enne,  
Groupe de recherche sur les armes nouvelles,  
Comitato Fiorentino Fermiamo La Guerra,  
Salaam Ragazzi dellâ??Olivo-Milano-ONLUS,  
Sinistra Progetto Comune,  
Comitato Piazza Carlo Giuliani ODV,  
Isolotto Community,  
RÃ©seau italien des femmes en noir,  
Transform ! Italia,  
Florence Ville Ouverte,  
ComitÃ© florentin ArrÃªtons la guerre

## LES PAYS-BAS

Le Forum des droits,  
Une voix juive diffÃ©rente,  
SFFilm,  
Groningue pour la Palestine,  
Urban Green Deals,  
docP â?? BDS Pays-Bas,  
Stichting Groningen-Jabalya,  
Plananteenolijfboom,  
Overijssel voor Palestina,

## PALESTINE

DÃ©fense des enfants â?? Palestine,

## SLOVÃNIE

Philanthropie slovène,  
Humanitas â?? Centre pour lâ??Éducation et la coopÉration mondiales,  
Umanotera, Slovenska fundacija za trajnostni razvoj (Umanotera â?? Fondation slovène pour le dÉveloppement durable),  
Zavod Voluntariat (Institut pour et sur le travail bÉnÉvole),  
Jeunesse pour la justice climatique,  
Studentska Organizacija Iskra (organisation Étudiante ISKRA),  
Sindikat Glosa â?? syndicat,  
Cedra â?? Centre de recherche sociale â?? syndicat,  
Trade union of professional firefighters of Slovenia â?? syndicat,  
Participativna Ljubljanska Avtonomna Cona (La zone autonome participative de Ljubljana),  
Borec Journal,  
Zavod za podpora civilnodru¼benih iniciativ in multikulturno sodelovanje Pekarna Magdalenske mre¼e Maribor (( Institut de soutien aux initiatives de la sociÉtÉ civile et É la coopÉration multiculturelle The Bakery The Magdalene Network, Maribor ),  
Za¼ivali !, dru¼tvo za uveljavitev njihovih pravic ((Pour les animaux ! Association pour la reconnaissance de leurs droits),  
Iniciativa Mestni Zbor Maribor ((Initiative des communautÉs auto-organisÉes de Maribor),  
Organizacija za participatorno dru¼bo (Organisation pour une sociÉtÉ participative),  
Dru¼tvo OV-CA (Association pour la sensibilisation et la protection â?? Centre pour la lutte contre la discrimination),  
Zavod Bob ((Institut pour les activitÉs Éducatives et culturelles),  
DRU¼ TVO POGLEJ (Á« Look Á», SociÉtÉ pour lâ??assistance É la vie),  
PROJA Institut (Institut pour la justice par lâ??action),

## ESPAGNE

Syndicat CIG â?? Galice

## SUÉDE

SociÉtÉ suÉdoise pour la paix et lâ??arbitrage (SPAS),  
Association de solidaritÉ avec la Palestine en SuÉde (Palestinagrupperna i Sverige-PGS),  
Kairos Palestine SuÉde,

## ROYAUME-UNI

ComitÉ israÉlien contre les dÉmolitions de maisons â?? Royaume-Uni,

Source : [European Coordination of Committees and Associations for Palestine](#)

Traduction ED pour lâ??Agence Média Palestine

**date crÉÉe**  
2024/03/12